

26 mars 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de MM. François Hollande, Président de la République, et Mariano Rajoy, président du gouvernement du Royaume d'Espagne, notamment sur les relations franco-espagnoles et sur la situation financière de l'Europe, à Paris le 26 mars 2013.

LE PRÉSIDENT : « Mesdames, Messieurs, j'ai accueilli aujourd'hui à Paris, pour la troisième fois, le Président du gouvernement espagnol, Mariano RAJOY. Ce soir, c'est une visite un peu exceptionnelle non pas par la situation que nous avons regardée avec autant de lucidité que nécessaire mais aussi parce que nous allons nous retrouver pour le match de football. Mais nous avons surtout abordé les questions bilatérales et les questions européennes sans occulter la situation de Chypre.

Sur les relations bilatérales, un mot les qualifie : excellentes. Excellentes pas simplement dans les relations politiques et personnelles. Mais excellentes parce que nous avons été capables, ces derniers mois, de mener à bien un certain nombre de travaux d'infrastructures, aussi bien sur le plan du gazoduc puisqu'aujourd'hui même, il y avait une inauguration que sur la question des lignes électriques, que sur la future ligne TGV entre Perpignan et Barcelone que nous avons prévu d'inaugurer pour les prochains mois, peut-être à la rentrée, à l'occasion du prochain sommet franco-espagnol.

Nous avons aussi évoqué les relations politiques et diplomatiques. J'ai remercié le Président RAJOY pour le soutien que l'Espagne a apporté à la France dans le cadre de l'intervention au Mali. A la fois, par sa présence pour la formation de l'armée malienne et également pour sa participation pour la sécurité des forces européennes qui sont présentes sur le territoire malien et qui vont d'ailleurs être en nombre plus important, ces prochains mois, à mesure que nous allons nous-mêmes voir notre présence diminuer. Notre objectif pour le Mali, je le rappelle, est qu'il puisse y avoir une résolution du Conseil de sécurité qui décide d'une opération de maintien de la paix. Cette résolution pourrait intervenir au mois d'avril.

Ensuite, nous avons échangé sur la situation en Europe. Depuis le mois de juin dernier, nous avons travaillé l'Espagne et la France avec la même volonté, au Conseil européen de juin : faire prévaloir les objectifs de croissance mais également de stabilité financière. Ce fut un Conseil européen très important dont nous constatons encore aujourd'hui les effets. Notre responsabilité, c'est de traduire ce que nous avons décidé à ce sommet pour qu'il y ait des évolutions importantes de la situation financière de l'Europe.

C'est ce qui fut fait au cours des Conseils qui ont suivi et c'est la raison pour laquelle nous attachons beaucoup de prix à l'Union bancaire, aux mécanismes de résolution, comme aux mécanismes de la supervision et comme aux mécanismes de la recapitalisation. Avec la garantie des dépôts qui doit être un principe absolu, irrévocable.

Cette Union bancaire, nous voulons la faire progresser dans le calendrier tel qu'il est prévu. Nous en avons vu l'utilité dans le règlement de la question chypriote. Si d'ailleurs cette Union bancaire avait existé, il n'y aurait pas eu la situation de Chypre. Nous devons donc regarder l'accord qui a été passé entre Chypre et la Troïka comme s'insérant dans le processus de l'Union bancaire. Avec

des règles qui doivent être les plus conformes, même si la situation de Chypre est spécifique, unique et exceptionnelle.

Sur l'autre objectif que nous poursuivons ensemble : c'est à mesure que nous réduisons nos déficits, que nous suivons la trajectoire de rétablissement des comptes publics, nous avons une volonté de croissance. L'Europe doit être stimulée pour qu'il puisse y avoir une perspective de reprise de la croissance, y compris dans l'année 2013. C'est l'équilibre qu'il convient de trouver entre la part qui doit être réservée au rétablissement des comptes publics et la part qui doit être assurée pour le retour de la croissance.

Si la part est trop élevée sur le rétablissement des comptes publics, il n'y aura pas de retour de la croissance. Mais s'il n'y a pas de rétablissement des comptes publics, il n'y a pas de confiance pour la croissance. C'est donc ce chemin là que nous devons trouver. Il est différent selon les pays. En Espagne, des mesures très importantes ont été prises. En France, nous ne sommes pas dans la même situation.

Mais l'esprit est le même. Nous connaissons les taux de chômage : très importants en Espagne et en France à des niveaux élevés. Il y a eu un million de chômeurs en plus sur les cinq dernières années. A partir de là, nous avons cette obligation de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour faire revenir la croissance. Cela sera l'objet des discussions que nous aurons avec nos collègues aux Conseils européens et, pour chacun de nos pays, avec la Commission européenne.

Voilà le sens de notre rencontre. Des relations bilatérales excellentes, une position politique commune on la vu sur le Mali et enfin une vision de l'Europe qui doit avoir des règles, qui doit poser des principes, avoir des mécanismes de résolution des crises c'est l'Union bancaire, ce sont les mécanismes de stabilité et une Europe qui met la croissance avec la même ambition que celle de retrouver l'équilibre des finances publiques. Merci Mariano.

M. Mariano RAJOY : « Merci beaucoup, M. le Président. Mesdames et Messieurs, bonsoir.

Comme la dit le Président HOLLANDE, c'est la troisième fois que je viens le rencontrer à Paris. Son accueil a toujours été extraordinaire et je tiens encore aujourd'hui à le remercier. Le Président HOLLANDE est également venu à Madrid l'année dernière. Nous avons eu l'occasion de nous réunir à plusieurs reprises, de nous rencontrer lors des Conseils européens et des réunions internationales.

Je crois que nous avons noué une relation fluide, une relation de confiance et de coopération. Je crois que cela est très important pour la relation bilatérale entre la France et l'Espagne. Ensemble, nous allons pouvoir impulser les solutions à la crise que traverse l'Union européenne. Nous sommes des pays voisins, amis et alliés. Nous défendons les mêmes valeurs. Nous travaillons ensemble en faveur d'une Union européenne forte, prospère et plus unie.

J'ai pu constater aujourd'hui le rôle central que nous accordons à nos relations bilatérales, des relations qui, comme le disait M. HOLLANDE, sont excellentes et qui sont de plus en plus profondes. Nous avons pu le démontrer lors du dernier sommet hispano-français octobre qui commence à donner des résultats.

Il y a peu nous avons inauguré le tronçon espagnol du premier TGV entre nos deux pays, le tronçon Barcelone / Figueras. J'espère, comme la dit le Président HOLLANDE tout à l'heure, que bientôt le TGV pourra réunir Perpignan à Barcelone et au reste de l'Espagne. Je crois que tous nous pouvons nous réjouir de cette réussite.

Cet été nous allons remettre également le premier Airbus A 400 M acquis par les forces armées françaises à Séville. Ce sont là deux exemples de coopération très importants, de même que le soutien qu'apporte le président de la République française et son pays dans notre lutte contre l'ETA. Un soutien dont je le remercie encore. Nous allons tenir un sommet bilatéral en octobre et nous sommes déjà en train de travailler pour que ce sommet donne des résultats concrets dans le domaine des interconnexions énergétiques, dans le domaine de la coopération policière et dans d'autres domaines.

Notre coopération est également très intense sur la scène européenne, notamment dans les Conseils européens qui ont eu lieu l'année dernière et cette année. Ensemble, nous avons défendu le pacte pour la croissance en juin 2013 et dernièrement nous avons défendu un cadre

economique realiste pour l'Union europeenne ainsi que des ressources pour la politique agricole commune. Nous avons effectivement des positions politiques semblables dans le domaine de la politique agricole commune, ce qui a été bénéfique aux secteurs agricoles français et espagnol. Nous avons également travaillé à la création d'un Fonds Emplois-jeunes puisque certains pays de l'Union européenne ont un taux de chômage déjà très élevé. C'est le cas notamment de l'Espagne. Le Président HOLLANDE a également parlé, dans son intervention, de ce qui se produit dans l'Union européenne et de la crise chypriote. L'accord auquel nous sommes parvenus à Chypre me semble un bon accord. Il est important qu'il y ait un programme pour aider l'économie chypriote à en sortir. Il est également important de respecter toutes ces personnes, ces petits épargnants qui ont des dépôts inférieurs à 100 000 euros dans les banques. Cela est très important. Il faut maintenir la garantie de ces comptes. C'est un message de confiance que nous envoyons en ce sens.

Mais le problème de Chypre est un problème différent de celui des autres pays de l'Union européenne. C'est pour cette raison que la résolution qui a été adoptée est une décision exceptionnelle et unique et qui s'applique d'une façon exceptionnelle et unique à Chypre. C'est bien ce qui a été dit dans la décision de l'Eurogroupe. D'autres personnes l'ont dit au cours des dernières heures. Je tiens à insister sur ce point.

Il est très important également, non seulement de prendre des décisions, mais d'être cohérent. Quand on fait des déclarations, il faut être prudent, agir avec précision et avec une grande modération. Il faut toujours respecter les accords pris par les institutions européennes.

Je reprendrai ce que vient de dire le président HOLLANDE. Il faut dire que si l'Union bancaire était déjà une réalité, nous n'aurions pas dû affronter ce problème. Le Conseil européen de juin, l'année dernière, a été très important car il a fixé un objectif et une voie à suivre : Union bancaire, Union fiscale, Union économique, Union politique.

Ensuite, les choses doivent prendre leur temps, il faut faire des efforts pour que l'on se mette tous d'accord sur des sujets qui sont très importants. Mais un échéancier a été fixé et ce calendrier a été ratifié en décembre. Au mois de juin, l'Espagne veut que le système pour la recapitalisation des entités financières soit mis en œuvre et qu'en décembre, on approuve un système de garantie des dépôts et un mécanisme de supervision unique. C'est fondamental, j'insiste.

Je crois que les progrès qui ont été faits pour avancer vers une Union bancaire, doivent se poursuivre. Nous devons être déterminés, nous devons être convaincus, nous devons être courageux pour avancer vers cette Union. Il faudrait ensuite parler également de l'Union économique, de l'Union fiscale et de l'Union politique.

Le gouvernement espagnol comme les autres gouvernements en 2013 continuent à miser sur l'intégration européenne, une intégration européenne croissante qui apportera une plus grande prospérité, une plus grande richesse à tous les peuples européens.

Je tiens à réaffirmer l'engagement de l'Espagne envers les décisions prises concernant le Mali. La situation est complexe, dès le début nous avons soutenu le gouvernement français, nous lui avons apporté notre soutien politique, nous avons apporté également des moyens matériels et humains. Nous allons tout faire pour que la situation se résolve le plus rapidement possible pour que le Mali devienne un espace de stabilité, où le progrès et le bien-être de tous puissent se développer.

Merci ».

QUESTION : « Aujourd'hui la Banque d'Espagne a publié des prévisions, avec une chute du PIB de 1,5%, un taux de chômage de 27%. Vous avez dit que vous alliez revoir ces prévisions. Est-ce que vous allez aller dans ce sens ? Que pensez-vous de ce que dit la Banque d'Espagne ? Qu'il fallait utiliser la réforme du marché du travail pour réduire les salaires ? Un communiqué de l'IETA vient d'être publié également, dans lequel il évoque des conséquences négatives depuis le début du processus de paix et critique l'immobilisme du gouvernement ».

M. Mariano RAJOY : « Je suis conscient des prévisions de la Banque centrale. Il y a eu d'autres prévisions, également celle du FMI, de la Commission européenne et d'autres organismes internationaux et nationaux. Quand nous avons présenté les budgets, ils s'accompagnaient du tableau macro-économique, avec des prévisions pour 2013.

Comme je l'ai dit au Congrès des députés, quand nous remettrons à la Commission européenne

notre plan pour la stabilité et la croissance pour l'année prochaine, nous réviserons les chiffres. Je ne vais pas vous dire maintenant si ces chiffres iront dans le sens des prévisions de la Banque d'Espagne. Ce que je tiens à vous dire, c'est que oui, nous allons réviser effectivement nos prévisions économiques.

Concernant la réforme de l'emploi, vous avez parlé de la réforme du marché de l'emploi. Je crois qu'un accord a été adopté entre les syndicats et le patronat au début de l'année, concernant les salaires. Cette réforme est importante et a permis à l'économie espagnole d'être plus compétitive.

Si l'on compare avec d'autres pays européens, c'est important car la compétitivité est importante et quand on parle de compétitivité, c'est le bien-être et l'emploi qui sont en jeu. Les syndicats et le patronat doivent se mettre d'accord et bien entendu, le Gouvernement doit respecter cet accord et mettre en œuvre la réforme telle qu'elle a été adoptée.

Quant au communiqué de IETA, j'aime être positif et je veux parler de conséquences positives, des conséquences qui sont positives pour tous. Cela se fera lorsque IETA annoncera sa dissolution définitive. Ce sera là une conséquence positive qui sera bénéfique pour tous et qui sera bénéfique pour les droits individuels de tous les Espagnols ».

QUESTION : « La Commission européenne a indiqué aujourd'hui que les dépôts supérieurs à 100 000 euros, pourraient être utilisés dans le cadre de plans futurs de résolution de crise bancaire. J'aimerais savoir si vous vous opposez à ce que les dépôts soient utilisés dans le futur ? Et je voulais savoir si vous trouvez que Jeroen DIJSSELBLOEM fait un bon président de l'Eurogroupe ? »

M. Mariano RAJOY : « Je crois que les projets de recapitalisation bancaires doivent se faire comme cela était prévu à travers le MES. Voilà ma position. Je ne serais pas favorable à une directive qui dit que les plans de recapitalisation des banques doivent se faire à travers les dépôts des épargnants. Je ne suis pas d'accord avec cela. Je vais défendre cette position.

Quant à votre deuxième question, je n'ai rien à ajouter à ce que j'ai déjà dit. Nous devons tous agir dans le respect des accords adoptés. C'est ce qui rassure le plus ».

LE PRÉSIDENT : « L'union bancaire, c'est quoi ? C'est ce qui permet d'avoir une surveillance. Ce qu'on appelle la supervision des banques. C'est ce qui permet d'avoir une résolution lorsqu'il peut y avoir une crise. C'est la garantie des dépôts. Avec une recapitalisation qui, au terme du processus, viendra comme il a été décrit par Mariano RAJOY, par le MES, c'est-à-dire un fonds de solidarité au plan européen. Il y a donc deux principes essentiels dans l'union bancaire au-delà de la surveillance, de la supervision.

Les deux principes essentiels, c'est la garantie des dépôts. Ceux qui mettent de l'argent dans les banques dans la zone euro ont une garantie sur les fonds qui sont déposés. C'est un principe qui doit être respecté car il est le principe qui donne confiance et qui fonde l'union bancaire. Quand il y a une crise, ça peut arriver, quand elle n'a pas été traitée assez tôt, c'est par les mécanismes du MES que le règlement se produit via la recapitalisation.

Pas d'autres commentaires sur les déclarations qui ont pu être faites. Ce qui est très important, par rapport à Chypre, c'est un accord qui a mis du temps avant d'être conclu, parce qu'il n'était pas si simple compte tenu de la spécificité de Chypre, avec un système bancaire hypertrophié par rapport à l'économie réelle et des déposants qui n'étaient pas que des déposants européens de la zone euro. C'était un traitement qui ne pouvait être qu'exceptionnel, que spécifique, unique. Mais qui néanmoins devait être fait et qui a été fait pour que les déposants au-dessous de 100 000 euros n'aient justement aucun prélèvement sur leurs comptes ».

QUESTION : « Je voulais vous poser des questions concernant les expulsions en Espagne. La déléguée du gouvernement à Madrid a relié ces mouvements à IETA. Il me semble que l'opposition aujourd'hui a dit que l'on criminalise ces mouvements anti-expulsion. J'aimerais savoir ce que vous en pensez ? Est-ce que vous pourriez nous parler également des affaires de corruption qui minent votre parti ? Le parti ne se réunit pas depuis plusieurs semaines, le système de financement du parti est questionné depuis plusieurs années. M. BARCENAS a une quantité importante en Suisse. Il y a énormément de questions. Vous n'avez jamais soupçonné

que ces personnes agissaient de façon frauduleuse ? Vous ne pensez pas que votre silence accroît le doute des citoyens au lieu de les rassurer et que ce serait intéressant d'apporter plus de réponses ? »

M. Mariano RAJOY : « Concernant votre seconde question, après la publication des nouvelles dont vous avez parlées, je suis intervenu publiquement. J'ai exprimé ma position très claire sur le sujet. Le parti que je dirige a remis tous ces comptes à la Cour des Comptes. Nous avons procédé à un audit interne. Nous l'avons fait connaître à l'opinion publique et maintenant nous sommes dans l'attente des décisions de la Cour de justice comme cela doit être dans un Etat de droit.

Je tiens à dire que ce n'est pas démocratique, ce n'est pas juste, ce n'est pas propre d'un pays sérieux que l'on harcèle, que l'on intimide des personnes à leur domicile. Je crois que cela est anti-démocratique et que tous les démocrates doivent le dire clairement. En démocratie, il faut respecter les autres, même s'ils ne pensent pas comme vous c'est un principe de base. Même si les autres n'agissent pas comme vous. Si tout le monde agissait de la même manière que les personnes dont nous venons de parler cela serait un véritable chaos. Je trouve ces attitudes anti-démocratiques.

Nous sommes conscients du problème. Mais notre gouvernement est le premier gouvernement à avoir pris des mesures en la matière. Certains citoyens traversent des situations difficiles mais il faut aussi assurer la situation juridique. Il faut respecter des lois qui ont été approuvées depuis longtemps, des normes qui permettent à beaucoup de personnes d'avoir accès à des emprunts. Et donc d'avoir eu accès à la propriété en Espagne. Notre système est bon mais il peut être amélioré. La situation actuelle est très complexe à cause de la crise, mais il faut chercher des solutions équilibrées.

Nous avançons dans la bonne voie. Le Parlement débat sur le projet de loi présenté par le gouvernement, il y a également une initiative législative et nous pourrions prendre des décisions. Mais ces décisions doivent être équilibrées car il faut préserver également la sécurité juridique et les intérêts de nombreux citoyens qui déposent dans les banques leur argent, cet argent qui est ensuite prêté à d'autres citoyens. Cela il faut le savoir ».

QUESTION : « Une question de nouveau sur le chômage. Le taux de chômage en France, on l'a appris ce soir, frôle le record absolu de 1997. En Espagne, comme la dit ma consœur espagnole, il pourrait atteindre 27% cette année. Est-ce que cela justifie à vos yeux l'adoption de mesures exceptionnelles, est-ce que vous envisagez toujours une inversion de la courbe du chômage à la fin de cette année ? Et puisque nous en sommes aux pronostics, une question pour le football ce soir, est-ce que vous pouvez nous donner vos pronostics sur le match auquel vous allez assister ? »

LE PRESIDENT : « Sur la question du chômage, vous avez rappelé les chiffres en Espagne, vous auriez pu citer ceux de l'Italie, du Portugal et vous citez à juste titre ceux de la France. Depuis 5 ans, sur les 60 mois, il y a eu 52 mois de hausse et huit mois de baisse. Le chômage a augmenté d'un million et parmi les causes, c'est la croissance nulle qui fait qu'il y a cette augmentation continue des demandeurs d'emploi. Sur les chiffres du mois de février, 18 400, je pourrais dire c'est moins. C'est moins qu'au mois de janvier, deux fois moins. Mais c'est trop, trop par rapport à ce que vivent des compatriotes : la précarité, le doute, l'inquiétude.

Les chiffres de croissance ont été rappelés tout à l'heure : pour l'Espagne était évoquée une récession de 1,5% en 2013, pour le Portugal, pour l'Italie, 2% de récession. En France, nous ne voulons pas jouer les optimistes, nous avons un peu plus de 0,1%. Mais c'est trop peu. Pour réduire le chômage, nous avons donc besoin de croissance, de croissance en France, de croissance en Europe.

Nous avons besoin d'une croissance en Europe. L'essentiel de nos échanges se font sur les marchés européens et quand l'Europe est en récession, la France ne peut pas être en expansion et aucun pays ne peut l'être, y compris celui qui paraît se porter le mieux et qui ne connaîtra de croissance qu'à peine 0,8% en 2013.

Vous me demandez si je suis encore convaincu que nous allons inverser la courbe du chômage.

Ce n'est pas un problème de conviction, ce n'est pas simplement une croyance, c'est une volonté, c'est un objectif et je m'y tiendrai avec des mesures que nous avons prises tout au long de ces derniers mois et qui vont connaître leur effet. Mais cette inversion qui ne viendra qu'à la fin de l'année c'est l'engagement que j'ai pris pour être durable devra être alimenté par la croissance, d'où la bataille que j'engage au plan national mais aussi au plan européen pour ce retour de la croissance.

Quant au match de football, cela fait un pronostic tout à fait différent du précédent. Là, pour plein de raisons à la fois amicales, sportives, le match nul serait le meilleur résultat pour la France ».

M. Mariano RAJOY : « Si tu me le permets, je ne suis pas d'accord. Je crois que le meilleur résultat, ce serait une victoire pour l'Espagne ! »

LE PRÉSIDENT : « C'est sur ce désaccord, que nous allons donc nous quitter ! Merci ».